

Une assemblée du P.C.F.

Au Havre, assemblée générale du P.C.F. le 22 juillet. L'objet de celle-ci était le compte rendu par l'un des responsables de la Fédération de la Seine-Maritime, de la conférence nationale du P. C. à Vitry les 18 et 19 juillet. Militants et sympathisants du Havre et de sa banlieue y étaient invités. Apparemment sans intérêt politique, elle permit toutefois à certaines critiques de se manifester avec assez de vigueur pour que celles-ci puissent être comprises et appréciées à leur juste valeur par la majorité des communistes présents ce soir-là.

Mais il me faut tout d'abord préciser certains détails qui nous permettent de mieux saisir la véritable signification d'une telle Assemblée générale. Juillet, premier mois des congés annuels, ne pouvait naturellement pas permettre à tous les militants et sympathisants d'être là. Nous pouvons admettre une réduction de l'effectif égale au tiers de ce qu'il aurait sans doute été en temps normal. Mais lorsque nous savons que Le Havre et sa banlieue comptent près de 140.000 habitants et que 80 personnes seulement (dont 20 femmes) étaient présentes à une telle assemblée, nous avons le droit de douter de la « juste orientation politique » du P. C. F.

Rendant compte des travaux de la conférence, le responsable de la Fédération ne manqua pas de dire que l'alternative pour la France n'est absolument pas — quelle insistance! — capitalisme ou socialisme, mais uniquement démocratie (bourgeoise!) ou fascisme. Il précisa que seule la défense de la République pouvait être mise à l'ordre du jour des comités antifascistes.

Voici l'essentiel des deux remarquables interventions que ne manqua pas de susciter un tel compte rendu.

La première fut faite par un vieux militant qui s'exprima ainsi:

« Au sein des comités antifascistes, je ne pense pas que nous puissions limiter nos interventions à l'unique défense de la République. A l'entreprise, les camarades syndiqués et non syndiqués — et ces derniers sont nombreux! — qui activent notre comité, ont maintes fois précisé qu'ils étaient surtout avec nous pour défendre nos salaires et nos avantages sociaux. A l'intérieur de nos comités, tous les problèmes qui préoccupent aujourd'hui la classe ouvrière et la petite bourgeoisie doivent être évoqués: salaires, désarmement, représentation parlementaire, majorité de gauche, indépendance de l'Algérie. »

La seconde fut faite par un étudiant d'Afrique Noire qui ne manqua pas de préciser:

« Aujourd'hui, nous oublions les problèmes africains (Algérie, Afrique Noire). Hier, et cela au nom de l'unité avec les socialistes, nous avons accordé les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet. Actuellement, nous semblons subordonner la libération des peuples colonisés par l'impérialisme français à la seule défense de la République. Je ne comprends plus la politique de notre parti. Alors que l'indépendance des peuples africains sous-entend de meilleures relations avec une France démocratique, pourquoi accorder la primauté à la seule reconstruction d'une démocratie parlementaire bourgeoise? Ne devons-nous pas au contraire travailler à la destruction de celle-ci? Nous autres, Africains, nous désirons construire le socialisme. »

Ces deux interventions furent particulièrement applaudies. Nous attendions une réponse et souhaitions que la discussion se poursuive; mais le président de l'Assemblée annonça que cette dernière devait prendre fin, le conseil municipal devant se réunir de suite. Que fut-il alors répondu à nos deux militants? Seulement qu'ils devaient étudier un peu plus les documents que le Parti met à la disposition de tous!

Il est aujourd'hui certain que la direction du Parti Communiste Français veut éviter toute discussion. Elle redoute les interventions critiques, interventions qui ne manqueront sans doute pas de converger un peu plus chaque fois, qu'elles se manifesteront, remettant ainsi en question toute la politique du parti.

Un Correspondant.

« IMPOSSIBLE ICI »

Fin août, des centaines d'Algériens (on a parlé de 2.800) étaient parqués au Vélodrome d'Hiver, à la suite de rafles massives: « Vérification de situation », selon la préfecture de police. Ces « vérifications » se prolongèrent quinze jours durant, pendant lesquels un black-out quasi total fut fait sur ce camp de concentration en plein Paris.

Seules, l'Humanité et plus récemment, Libération, se sont émues de cet état de fait. « Des hommes y sont-ils morts? » interrogeait l'Humanité du 11 septembre, question superflue du reste puisque la suite de l'article faisait état de « témoignages formels » de témoins oculaires. Les récits hallucinants publiés par ces journaux étaient hélas, bien fondés. Les travailleurs algériens relâchés depuis l'ont confirmé à de nombreux camarades de travail; non seulement les conditions de nourriture, d'hygiène étaient déplorables, mais il s'avère exact que plusieurs hommes ont trouvé la mort des suites des brutalités policières. Certains font état de 8, un délégué à la Conférence de l'Automobile C.G.T. rapportait le chiffre de 13 victimes... — ce qui n'empêche évidemment pas la préfecture de police de démentir ces faits accablants, et même de terminer un communiqué où l'odieux le dispute au ridicule, en signalant « qu'à cette occasion, le service d'action sociale s'emploie à détecter les cas les plus dignes d'intérêt, et à procurer du travail aux oisifs »! Tartuffes...

Une question se pose: qu'ont fait les organisa-

tions ouvrières pour s'insurger contre ces odieuses brimades racistes? Que font les innombrables commissions, internationales et autres (ONU, contre les régimes concentrationnaires, droits de l'homme, etc...)? Qu'attendent toutes ces grandes âmes, si promptes à s'apitoyer sur TOUT CE QUI SE PASSE AILLEURS QU'ICI, couvrant d'un voile pudique nos propres exactions? Puisqu'aux questions posées par « Libération » et « l'Humanité », la Préfecture a répondu — on a vu comment — que comptent-ils faire maintenant? Certes « l'Humanité » s'est indignée (tardivement du reste, et en y accordant une importance toute relative); mais la forme même de son article — informative essentiellement — est symptomatique de la circonspection avec laquelle tous les aspects du problème algérien sont traités. Concrètement, rien n'est envisagé pour mobiliser les travailleurs contre cet aspect particulièrement odieux du racisme. On informe, on s'indigne — juste ce qu'il faut et puis, silence...

On ne peut s'empêcher de rapprocher cette réaction de celle de la manifestation spontanée des camions de jeunes recrues qui, tout récemment encore ont manifesté vigoureusement contre la guerre d'Algérie. Un entrefilet a paru dans « l'Humanité ». Sans plus. Même maintenant, l'action est possible contre la salle guerre, encore faut-il la vouloir, l'orienter, l'impulser. Tel serait le rôle d'une organisation véritablement révolutionnaire.

La dissolution de l'A. G. T. A.

L'A. G. T. A. a été dissoute par le gouvernement pour bien montrer aux travailleurs algériens qu'ils deviennent des « Français à part entière ». A cette décision, le Comité directeur de l'A. G. T. A. a répondu par une déclaration qui, d'une part, rétablit la vérité sur le prétendu caractère « illégal » de cette organisation et, d'autre part, marque le caractère profondément ouvrier et internationaliste de cette organisation. Voici le texte de cette déclaration qu'il faut faire connaître aux travailleurs français pour leur rappeler leur devoir de solidarité envers leurs frères algériens:

« Dans un communiqué paru le 20 août, l'agence « France-Presse » a annoncé, sous le titre « Dissolution d'une organisation illégale », la décision prise par le Conseil des Ministres de dissoudre l'A.G.T.A.

Réuni à Paris à l'annonce de cette mesure, le Comité Directeur de l'A.G.T.A. élève une solennelle et énergique protestation contre cette nouvelle atteinte au droit fondamental d'association.

L'information gouvernementale publiée par l'A.F.P. est tendancieuse et mensongère. En effet, l'A.G.T.A. n'a jamais été, ni illégale, ni clandestine. Déclarée conformément à la Loi de 1901 (« Journal officiel » du 13 mars 1957), elle exerce son activité au grand jour; ainsi le dimanche 2 mars 1958, elle a organisé publiquement une Journée d'Etudes à laquelle ont participé des syndicalistes français (C.G.T., F.O., C.F.T.C. et Autonomes) et des personnalités de toutes tendances.

L'A.G.T.A. groupe plusieurs dizaines de milliers d'Algériens émigrés, militants et sympathisants qui, appartenant aux diverses Centrales ouvrières françaises, sans aucune exclusive, se sont donnés pour buts:

1) de sauvegarder, malgré la guerre de reconquête coloniale, les liens de solidarité entre les travailleurs de nos deux nations, fidèles en cela au principe de l'internationalisme prolétarien;

2) de travailler à la promotion humaine, professionnelle et sociale de l'émigration algérienne en France, afin de préparer dès maintenant les cadres du mouvement ouvrier en Algérie.

Ces deux buts se sont concrétisés depuis plus d'un an dans l'action quotidienne de l'A.G.T.A. De nombreux travailleurs ont pu notamment participer à des cours de formation syndicale (le soir ou à plein temps).

Nous avons conscience d'avoir apporté, aussi bien

à la classe ouvrière de notre pays qu'au mouvement ouvrier mondial, une contribution efficace.

La décision gouvernementale arbitraire qui vient d'être prise ne pourra effacer les traces de notre travail, et en tout cas ne pourra entamer notre volonté de continuer à lutter. Le général De Gaulle, que certains prétendaient libéral, montre en dissolvant l'A.G.T.A., qu'il reste dans la ligne classique de la collusion Capitalisme-Colonialisme-Gouvernement.

Quant à nous, syndicalistes, nous nous affirmons à nouveau totalement solidaires de notre peuple, solidaires de la Révolution nationale et sociale algérienne. Ce n'est pas en tentant d'étouffer la voix des travailleurs émigrés en France, ce n'est pas non plus en imposant par la force en Algérie des élections truquées comme on s'appête à le faire, que l'on ramènera la paix entre nos deux nations.

Seule la négociation, sur la base de l'indépendance, avec le Front de Libération Nationale, unique représentant du Peuple algérien, peut mettre un terme à la guerre.

Paris, le 21 août 1958. »

DEUX EDITIONS SENSATIONNELLES:

Paraîtra fin Septembre

une réédition de:

« OU VA LA FRANCE? »

par Léon TROTSKY

(Une série d'articles écrits de 1934 à 1936, et qui sont d'une actualité brûlante à la suite des événements de mai 1958).

**

Cette réédition sera suivie rapidement de la publication du tome III des « ECRITS » de Léon Trotsky, comportant tous ses articles et brochures sur:

— L'Allemagne, de 1930 à 1933.

— La Révolution espagnole de 1931 à 1938.